

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'EAU

BURKINA FASO

LA PATRIE OU LA MORT, NOUS VAINCRONS !

**ALLOCUTION DU MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU
PRESENTEE PAR MONSIEUR JEAN BAPTISTE KAMBOU, CONSEILLER TECHNIQUE A
L'OCCASION DE LA 2EME CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION-CADRE DES
NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Genève du 8 au 19 juillet 1996

Monsieur le Président,
Excellences Mesdames et Messieurs,
Honorables Délégués

C'est pour moi un honneur de prendre la parole devant cette auguste assemblée pour traduire au nom du Gouvernement du Burkina Faso et en celui de Monsieur Salif DIALLO, Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement et de l'Eau, l'espoir que suscite pour nous la tenue de cette deuxième Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques.

Nous remercions les Autorités de la Confédération helvétique et celles du Canton de Genève pour avoir bien voulu abriter cette conférence et pour l'hospitalité réservée à notre délégation. Nous adressons également nos félicitations au Secrétariat Exécutif et aux Organes Subsidiaires de la Convention pour l'important travail déjà abattu et dont les conclusions sont soumises à la présente conférence. Nous témoignons notre gratitude à Madame Angela MERKEL pour les efforts qu'elle a déployés en vue de remplir son mandat.

Monsieur le Président, nos félicitations s'adressent également à vous à l'occasion de votre élection au cours de cette deuxième Conférence des Parties. Nous vous assurons du soutien indefectible du Burkina Faso quant à l'accomplissement de votre mandat.

Cette deuxième session se tient dans un contexte économique et social difficile pour les pays en développement qui gèrent des problèmes de survie au quotidien. Nous assistons à des séquences de sécheresse et de vagues de chaleurs intenses de plus en plus fréquentes, à une diminution des ressources en eau par l'assèchement des barrages et des nappes phréatiques, véritable indice du phénomène de désertification et de la sécheresse. Cette situation difficile est aggravée par les guerres et conflits intestines entraînant des déplacements de populations qui désorganisent le tissu socio-économique et environnemental.

Monsieur le Président,

La problématique des changements climatiques connaît désormais dans nos Etats un intérêt particulier à cause des manifestations des conditions météorologiques plus sévères, particulièrement dans la zone sahélienne. Aussi, grâce à la coopération danoise, le Comité Interministériel pour la Mise en Oeuvre des Actions de la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques a pu établir un inventaire préliminaire des gaz à effet de serre. Les résultats partiels seront diffusés à l'issue d'un atelier national.

Les résultats de cet inventaire seront corroborés par une autre étude plus détaillée au terme de laquelle le Burkina Faso présentera sa communication initiale sous la forme de canevas proposé aux pays en développement. A ce propos, ma délégation soutient fermement ce format simple, complet et compréhensible pour lequel nous souhaitons voir se dégager l'unanimité ou tout au moins une forte adhésion des Parties engagées dans le processus de lutte contre les changements climatiques.

Notre ferme volonté à atteindre l'objectif ultime du traité a été matérialisée par :

- la ratification et la mise en oeuvre de la convention à travers une étude préliminaire sur les gaz à effet de serre et
- des mesures nationales prise pour séquestrer les gaz polluants.

Ceci, pour notre part ne peut s'inscrire dans le plan d'action de l'instrument juridique connexe en définition. Le Burkina Faso pense que la nature de l'instrument en élaboration devrait être un

Protocole.

Un amendement à la Convention dont l'application n'est qu'au stade de démarrage, mènerait en notre sens, à remettre en cause toutes les compétences mises à contribution durant les deux années de négociations ardues et à modifier des articles et des principes directeurs contenus dans le traité visé. La décision 1/CP.1 de la première Conférence des Parties devrait donc être appliquée et les nouveaux engagements attribuables aux pays visés par l'annexe I de la Convention devraient constituer un document clair et précis avec des objectifs réalisables et des échéances définies. Aussi, les brillants résultats mentionnés dans le second rapport d'évaluation du G.I.E.C. doivent servir de directives pour jeter les bases du nouvel instrument juridique de l'après l'an 2000.

Monsieur le président,

Les transferts de technologies soutenus par plusieurs pays lors du Sommet "Planète Terre" de Rio sont aujourd'hui perçus sous un angle contraire à l'esprit de partenariat prôné lors de ce forum. Cette situation s'installe au moment où les ressources financières de nos Etats chroniquement déficitaires, sont aggravées en ce qui concerne mon pays, par les effets de la dévaluation de notre monnaie. Associés au concept de l'Application Conjointe, les transferts de technologies dérivent vers un commerce international sans espoir pour nous.

Quant à l'approche de l'Application Conjointe de la convention, elle apparaît comme un moyen d'engager les pays en développement au même niveau de responsabilité que ceux de l'annexe I. A ce titre, le concept a été dénoncé par mon pays. En tout état de cause, nous attendons les résultats préliminaires de la phase test et nous souhaitons que ceci ne constitue point une barrière pour la coopération technologique et économique conformément au Principe 5 de la Convention.

Aussi, accepter un crédit aux partenaires-bailleurs après la phase pilote de l'application conjointe serait pour nous, l'octroi d'une attestation de pollution par connivence et un refus de tendre vers l'objectif de la Convention.

La restructuration du Fonds pour l'Environnement Mondial chargé d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention devrait se poursuivre dans le sens de faciliter l'aide aux pays bénéficiaires. Un saupoudrage des fonds selon des critères draconiens et pour des projets dits "activités dont les bénéfices environnementaux doivent être globaux" semblent parfois utopique pour nos pays en quête d'un développement durable. L'esprit de Rio s'exhortait-il pas d'intégrer les exigences de protection de l'environnement aux besoins légitimes de développement ; les deux étant intimement liés ? C'est avec un grand espoir que le Burkina Faso attend la réaction du Fonds pour l'Environnement Mondial pour l'appui technique et financier à la réalisation de sa communication initiale.

Au delà de cette obligation, notre pays lance un appel à tous les partenaires au développement afin de promouvoir et vulgariser à coût réduit la technologie du photovoltaïque comme source d'énergie alternative à la portée des pays sahéliens chauds. Un essor dans ce domaine permettrait assurément une réduction drastique de nos importations en hydrocarbure donc une chute sensible de nos émissions de gaz à effet de serre.

Aussi, les campagnes de reboisement annuel auxquelles s'ajoutent les vastes chantiers de reforestation issus des six engagements de son Excellence Monsieur le Président du Faso qu'est le projet "8000 villages, 8000 forêts" constituent aujourd'hui et mieux demain, un capital de biomasse susceptible de séquestrer des gaz polluants. En effet, les deux campagnes de 1994 et 1995 ont connu la mise en terre d'environ 14 millions de plants. Bien sûr, d'autres études en matière d'efficacité énergétique sont en cours en sus des interconnexions hydroélectriques sous-régionales.

Tout en saluant les résultats appréciables obtenus par les Organes Subsidiaires de la Convention et l'efficacité du Secrétariat dans l'exécution de ses tâches, nous réitérons nos vœux de franche collaboration et d'un partenariat Nord-Sud dénué de toute conditionalité afin de permettre aux pays en développement engagés dans la lutte contre les changements climatiques d'honorer aisément et sans contraintes à ^{leurs} ~~nos~~ obligations.

Je vous remercie.

RECORD OF MINISTERIAL SEGMENT

COUNTRY: Burkina Faso NAME OF SPEAKER: _____

DAY: 18 July TIME: 17:45 NOTE-TAKER: CHZ STATEMENT PICKED UP? ☒

AGBM-RELATED ISSUES		
The speaker indicated:	<input type="checkbox"/> a preference for an amendment <input checked="" type="checkbox"/> a preference for a protocol <input type="checkbox"/> that s/he cannot indicate a preference at this time <input type="checkbox"/> AOSIS <input type="checkbox"/> EU	Comments: <u>with realisable obj. + time tables</u>
The protocol/ other legal instrument should include:	<input type="checkbox"/> mandatory policies and measures <input type="checkbox"/> voluntary policies and measures	Policies or measures specified: <u>Reduction in petroleum input</u> <u>Reforestation campaigns -</u> <u>Hydroelectricity being studied -</u>
Does the country support any particular target?	<input type="checkbox"/> yes: _____ % by _____ year <input type="checkbox"/> no	Comments:

SBSTA-RELATED ISSUES	
Reaching targets within the country by the year 2000 (Annex I Parties)	Comments:
Development and transfer of technology	Comments:
IPCC Second Assessment Report (SAR)	Comments:

SBI-RELATED ISSUES	
Should the GEF be the permanent financial mechanism?	<input type="checkbox"/> yes <input type="checkbox"/> no Comments: <u>A restructuring of GEF is needed -</u>
Activities Implemented Jointly (AIJ)	<input type="checkbox"/> in favour of pilot phase <input type="checkbox"/> distinction made between JI/AIJ Comments: <u>this is becoming tied with no chances for Burkina F.</u>
Preparation of non-Annex I communications	Comments: <u>Propose a simple format</u>

OTHER COMMENTS:

Decis. 1/CP.1 -> should be implemented -